

Titan-Coder veut vivre !



Neuf heures. Le mistral souffle déjà sur St-Charles, dans la banlieue de Marseille, où s'étirent les ateliers de Titan-Coder. Comme chaque matin, plusieurs centaines de travailleurs se rendent en assemblée générale. Lentement, ils franchissent le piquet de garde syndical — puis passent entre les rangées de semi-remorques et de wagons qui attendent, immobiles, la reprise du travail et des ventes. Dans l'atelier de peinture où les grévistes se réunissent d'ordinaire, de vieux wagons de la SNCF sont en cours de « retape » : pour l'heure, ils servent de plateforme aux délégués syndicaux, et de loges aux grévistes.

« Grévistes », en fait, n'est pas le mot. Le 16 septembre encore, ils travaillaient quand la radio leur a appris brusquement que le tribunal de commerce mettait le groupe Titan-Coder en liquidation et se préparait à licencier les 2 700 travailleurs des quatre usines. Aussitôt, ils avaient cessé le travail et voté l'occupation par 82 % des voix des ouvriers et cadres présents (soit les trois quarts du personnel). Comme à Lip, des commissions ont immédiatement été mises en place : intersyndicale, presse, manifestations, popularisation, organisation interne. Une occupation combative donc, avec le souci constant de ne pas se laisser oublier et isoler : c'est ainsi que, dès la première semaine de grève, les Titan de Marseille déviaient la « nationale » pour obliger les voitures à passer dans l'allée centrale de l'usine, ils multipliaient les « sorties » en ville, organisant un sit-in sur la Canebière, envoyant des délégations chez Gaston Defferre et Edgar Faure, à la Foire de Marseille, et dans les boîtes de la région.

LE GRAND PROBLEME : durer, ne pas se laisser diviser, ne pas se démobiliser. C'est pourquoi l'assemblée générale du matin est indispensable pour décider oui, mais surtout pour garder la cohésion. Les délégués sont juchés sur une plateforme : celui de la CGT (elle est largement majoritaire), celui de la CFDT (qui n'est implantée que depuis un an), celui de la CGC (qui n'est pas la moins combative, une fois n'est pas coutume). Le soleil pénètre mal par les verrières crasseuses. L'atmosphère ce matin-là est un peu morose : on sait que les lettres de licenciements sont parties. On s'y attendait bien sûr, mais ça va faire un coup aux gars. Pour « compenser », les délégués ont pensé faire une proposition : l'occupation le matin même de la Chambre patronale de la métallurgie à Marseille. En attendant, ils font le point des démarches : accueil chaleureux des camarades de LMT ; les chèques pour le paiement des 15 premiers jours de septembre, c'est enfin en route. Le préfet a assuré hier que...

Bourdonnement dans la salle : ça tarde et il y a les frais de la rentrée scolaire. Le délégué CGT lâche la nouvelle sur les

lettres de licenciement : elles sont parties hier pour Maubeuge. Bientôt, ça sera pour Marseille. Un silence qui dure. Un sifflet. On passe vite : le responsable régional syndical CGT de la métallurgie enchaîne : « *Ils veulent liquider au plus vite, car ils pensent bien que si nous continuons à rayonner comme ça à travers la région et la France, ça va devenir un problème national. Pendant 60 jours (NDLR : la période qui devrait en principe leur être payée au titre des « super privilèges » accordés au personnel licencié après faillite) il faut faire parler de Titan partout. Ce n'est pas fini Titan ; ce n'est pas parce que les lettres de licenciement sont parties qu'on va baisser les bras. Au contraire, ça doit être une réaction de tous à Coder et ce matin même* ».

COUP POUR COUP. Dans un gros semi-remorque qui mérite bien le nom de « Titan », cent cinquante grévistes s'entassent, debout au coude à coude ; les autres suivront en voiture ou à moto. Et c'est la traversée de la banlieue, au milieu d'un concert d'avertisseurs, tandis que des gars martèlent contre la paroi du camion une saga du diable qui rappelle le cliquetis des machines de « Coup pour coup ». Dans la rue, on applaudit au passage. Pas un regard pour la publicité du « Méridional », le quotidien raciste (de grands panneaux indiquent que le journal commence la publication de « Soljenitsyne raconte »). Les jeunes grévistes reluquent les filles du haut du camion ; les vieux leur disent de se tenir tranquilles, parce que c'est sérieux la contestation.

Une heure après, le cortège formé en hâte vient surprendre la quiétude de ces messieurs de la Chambre patronale. Surprise et temporisation de leur côté. Chez les grévistes, un court moment d'hésitation ; des jeunes paraissent pousser, d'autres hésitent à rentrer, voulant mettre en avant les délégués. Moquette feutrée. Sur la table d'accueil, une brochure destinée aux jeunes à la recherche d'un CAP, jure qu'il y a des débouchés dans la métallurgie marseillaise : on rit jaune. Questions tactiques : comment faut-il se tenir ? On entre tous ? On garde le silence ? On monte à l'étage de la direction ? Pendant que les délégués sont reçus par le directeur, le hall et les couloirs sont envahis. « *Les travailleurs, c'est tous des cons ! Voilà ce que l'on est à force de toujours fermer sa gueule* » lance un travailleur. Un délégué bloque l'escalier : « *Pas de vagues les gars, on est des ouvriers pas des vandales* ».

FAUSSE PISTE. A travers les parois de verre, on voit le personnel chercher une contenance. Des gars entrent dans les bureaux des chargés d'études. « *Ça me fera de la compagnie* » commente sagement un « patron » occupé. « *Oh oui !* » entonne un groupe de jeunes. On cherche l'amorce d'un débat, « *Il y a pas beaucoup de cinéma porno, ici* », dit un gars. Fausse piste, fausse note : silence pudibond du « patron » qui feuillette fébrilement une pile de lettres.

Les yeux dans les yeux d'un patron, un vieil ouvrier se lance : « Oh viendra m'appeler pour la guerre, mais aujourd'hui on me fout dehors, sans même prévenir. J'ai travaillé huit ans au Canada : ça ne se serait jamais passé comme ça. Il a même fallu rouspéter pour avoir le chèque auquel on a droit. Mais mon ancienneté de 20 ans, qui c'est qui va me la payer ? C'est pas une grève ici ; on nous a jetés dehors. Qu'on nous donne au moins l'argent auquel on a droit ».

Le premier moment d'affolement patronal passé, la discussion s'engage :

— « Je suis poli, j'ai eu de bonnes places. Je veux travailler ici dans mon pays. Sinon, on va me saisir à cause de mon viager, de mon crédit. Il y a quelque chose à faire et le gouvernement devrait se mettre au milieu... »

— « Les remorques, ça se vend mal. Mais les chemins de fer, c'est l'Etat : il peut en donner du boulot pour 500 ou 600 ouvrières au moins. Et puis, il y a encore des commandes de remorques pour le Sahara... ».

— « Nous on défend notre emploi. On ne se bat pas pour la Russie ou quoi. On veut vivre. On n'a même pas de certificat de travail. ».

— « Ils veulent construire sur l'emplacement de Coder des maisons de campagne. S'il y avait eu Mitterrand au pouvoir, ça n'arriverait pas... ».

— « Nous, on n'est pas des voleurs ! Mais il n'y a pas de patron : on ne peut pas travailler... ».

— « S'il fallait parler à la télé, et même à Giscard, je le dirais et ça porterait : c'est malheureux, mais dans les autres pays capitalistes, comme l'Amérique, ça se passe mieux... ».

— « Mais vous aussi, monsieur, ça pourrait vous arriver » (à l'adresse du « patron »)...

ENTRE LES DEUX

Un délégué passe par le bureau et intervient : « Les papiers oui, mais la garantie de l'emploi, qu'est-ce que vous en faites les gars ? Faut pas l'oublier ! ». Le débat politique s'engage ; on ne fait plus attention au petit monsieur de la Chambre patronale : « Giscard ou Pompidou », quel est le mieux ? ». Grave question ! On tourne un peu : « En tout cas, on a abusé du malade ». « Quitte à choisir, reprend le délégué, je prends de Gaulle, parce qu'avec lui, quand même, la France... ». Et il enchaîne : « Mitterrand, s'il était au gouvernement, il pourrait toujours faire des conneries, comme ça, car il plongerait aussitôt ».

L'occupation est terminée, le cortège se reforme et traverse une partie de la ville. Ce séjour à la Chambre patronale, ils n'en attendaient pas grand chose : ce n'est pas un centre de décision. Mais les grévistes de Titan-Coder voulaient montrer par là que le patronat lui aussi est sur la touche : qu'il est tout autant responsable que le gouvernement, et qu'il ne doit pas se croire quitte avec sa faillite. Il est difficile d'oublier en effet de quelle façon était gérée le groupe. Une simple anecdote : le 26 juillet, lors d'une réunion du comité central d'entreprise, M. Bon, le PDG, devait s'expliquer sur l'écart entre les objectifs que s'était fixés l'entreprise et la réalité. « Depuis le 10 avril, a-t-il répondu, le marché intérieur n'a cessé de se dégrader. Nous pensions à l'époque que cela était dû au décès de monsieur le Président de la République (sic). Avec la campagne pour les

présidentielles, aucune reprise ; mieux l'écart passe de 18 à 25 % ; en juin de 25 à 35 % ; et dans les 18 premiers jours de juillet, nous constatons douloureusement que l'écart est passé brutalement à 65 %... ». Avec un patron si clairvoyant, le personnel avait des raisons de s'en faire...

Mais c'est déjà du passé ! Après trois semaines d'occupation, l'affaire est toujours au point mort. Syndicats, partis de gauche, élus de la région, etc., demandent que la Régie Renault — avec la Saviem et en liaison peut-être avec Berliet — reprenne en charge ce secteur, avec une subvention de l'Etat. C'est, dans l'état actuel des choses, la seule solution nationale qui puisse être envisagée. Sinon, c'est la vente totale de cette activité aux fabricants américains qui règnent déjà sur plus de la moitié du marché. Par avance, M. Chirac a répondu : pas d'entreprise nationale du poids lourd ; si solution il y a à l'impasse actuelle, ce ne peut être que dans le démantèlement du groupe en fermant les branches non rentables, en rétrocedant les autres au plus offrant.

Pourtant, Titan veut vivre : en l'absence des patrons, les ouvriers et les cadres supportent les chances, discutent des solutions industrielles, font le compte des possibilités commerciales. Leur bataille est dure, ingrate : les semi-remorques, ça n'est pas aussi populaire que les montres. Pourtant, elle est capitale : pour la vie des régions concernées, où d'autres entreprises ferment leurs portes, pour la sauvegarde d'un secteur de production nationale dans cette branche de l'industrie, pour la lutte contre un régime qui ressuscite partout le « laisser-aller, laisser faire » des économistes libéraux du siècle dernier.

Ph. MARIELLE